

L'impact de la crise financière dans le monde

les mécanismes de transmission du stress financier des économies avancées aux pays en développement (dont les émergents) sont passés par deux autres types de facteurs (FMI, 2009). Le premier type concerne les facteurs globaux qui ont trait à des effets prix (y compris de taux d'intérêt) ou à une augmentation de l'aversion pour le risque ou de l'augmentation des primes de risque qui réduisent les volumes des prêts dans les pays en développement (*common-lender effect*). Ce facteur est d'autant plus important que les marchés financiers sont fortement intégrés. Le deuxième type concerne des facteurs spécifiques aux pays qui dépendent de l'intensité des liens commerciaux et financiers entre les pays où est née la crise et les pays qui la subissent par contagion (on comprend alors que le Mexique soit plus touché par la crise que le Brésil), mais également des vulnérabilités que connaissent les pays en développement au niveau de situation macroéconomique globale.

C'est en effet la capacité de réponse macroéconomique des pays en développement et émergents aux chocs financiers qui, tout en rassurant (ou pas) les investisseurs, permet d'adoucir voire parfois d'éliminer les effets de la crise. On utilise alors comme indicateur de cette vulnérabilité aux chocs le solde des comptes courants, l'endettement et le déficit public, l'endettement extérieur et le niveau des réserves de change. Ces indicateurs lorsqu'ils sont « au vert » sont alors autant de degré de liberté dans l'autonomie des politiques macroéconomiques de ces pays.

1. Impact de la crise sur les grandes économies :

La crise financière de 2008 avec toutes ses répercussions sur la croissance mondiale a remis en question la vulnérabilité souvent synonyme d'économie émergente. En effet, l'épicentre de la crise est cette-fois un pays développé et quel pays, c'est la métropole du capitalisme et l'organisation la plus rigoureuse. Ce ne sont donc pas uniquement les pays émergents qui sont la source de dysfonctionnement et de

fragilité, mais toute économie ne respectant pas les régulations prudentielles et l'éthique des affaires. On peut donc dire que de ce côté, les pays émergents ont tiré parti de cette crise à travers un rétrécissement des portées de l'aléa moral qui lie toujours les crises aux économies émergentes.

1.1 Aux Etat-Unis

L'analyse de l'impact de la crise des « subprimes » sur les principales économies mondiales fait recenser certaines constatations. En effet, de janvier à octobre 2008 : Aux États-Unis, le Dow Jones a baissé de 36,83%. Le 7 Septembre 2008 : Freddie Mac et Fanny Mae qui assurent 40% de l'encours de crédit immobilier américain sont mis sous tutelle. Le Trésor américain envisage d'y investir 200 milliards de \$ pour les sauver. Le 15 Septembre : Lehman Brothers se déclare en faillite. Cette faillite a été considérée comme la banqueroute la plus importante de toute l'histoire financière des Etats-Unis. Cette faillite a provoqué un affolement des bourses mondiales. Tout le monde accuse la FED et le Trésor américain d'avoir aggravé la crise puisque ces institutions n'ont pas sauvé Lehman Brothers. Le 16 Septembre : AIG premier assureur américain, est sauvé par l'Etat et nationalisé à raison de 80%. Le 19 Décembre : Dans le cadre du plan Paulson, le gouvernement américain a débloqué 17,4 milliards de \$ pour sauver les constructeurs de voitures General Motors, Chrysler et Ford, proches de la faillite. Le 6 Janvier 2009 : Le producteur américain d'aluminium, N°1 mondial, annonce qu'il va supprimer 13 500 emplois et réduire 18% de sa production. Le marché immobilier américain n'est d'ailleurs pas le seul à percevoir des lueurs d'espoir : les choses s'arrangent aussi au Royaume-Uni. Les prix de l'immobilier y ont en effet augmenté de 0,9% durant le mois de mars, leur première hausse depuis octobre 2007, d'après les données de Nationwide. Même si comme aux Etats-Unis, les analystes estiment cependant que, bien que la hausse des prix en mars soit la bienvenue, il est encore trop tôt pour considérer ces données comme une preuve que le marché ait abordé un nouveau tournant. Mais l'espoir renaît, et pour les investisseurs, cela fait toute la différence.

1.2 A l'Angleterre :

Le FTSE 100 -ou Footsie-reflète la valeur des 100 plus importantes entreprises cotées. Parmi les entreprises les plus touchées, Anglo-American a perdu depuis un an 59,08% de sa valeur, British Airways 64,55%. La laboratoire pharmaceutique Glaxosmithkline résiste mieux, avec une chute de 9,29% de son cours sur 12 mois. Le 28 Septembre : La banque britannique Bradford & Bingley, spécialisée en crédit immobilier, est nationalisée. Le 8 Octobre : 8 banques britanniques (HSBC, Barclays, HBOS, Royal Bank of Scotland, Lloyds TSB, Standard Chartered, Nationwide et Abbey) sont partiellement nationalisées.

1.3 **Allemagne** : Le Dax, principal indice boursier allemand, liste les 30 plus importantes entreprises de la bourse de Francfort. Les valeurs qui ont le plus chuté depuis le début de l'année sont la banque Hypo Real Estate (-86,45%) et Infineon Technologies (-75,85%). Volkswagen, en revanche, a vu sa cotation grimper de 124%.

1.4 **Chine** : Le SSE composite, principal indice de la bourse de Shanghai.

1.5 **Inde** : Le BSE Sensex, composé des trente sociétés les plus importantes et les plus actives de la place financière de Bombay, a ainsi vu sa valeur tomber de 47%.

2.2 L'impact de la crise sur les pays arabes

Ses réserves financières mettent le Golfe à l'abri de la crise et en font un acteur clef de la recomposition du capitalisme mondial.

Croissance dans la zone en 2009 : + 4.6%

Rang Pays	croissance 2009	croissance 2008	croissance moyenne 2000-2007	Population en millions en 2007	PIB2007 en milliards de dollars en 2007	Revenu par habitant en dollar en 2007	Richesse créée en 2008 en milliards de dollars
-----------	-----------------	-----------------	------------------------------	--------------------------------	---	---------------------------------------	--

En volume et en %

PLUS DE 8% DE CROISSANCE								
1	Qatar	11.0	15.0	9.4	0.8	66.7	79387	10.0
2	Libye	8.5	8.8	4.9	6.0	56.0	9083	4.9
ENTRE 6 ET 7.9% DE CROISSANCE								
3	yémen	7.5	4.1	3.8	21.6	21.3	950	0.9
4	Egypte	6.0	7.1	5.0	75.0	132.5	1755	9.4
-	Emir.arab unis	6.0	7.2	7.1	4.6	211.0	48161	15.2
-	Oman	6.0	6.7	5.2	3.0	40.5	15614	2.7

ENTRE 4 ET 5.9 % DE CROISSANCE								
7	Bahrein	5.5	6.3	6.2	0.7	19.7	26140	1.2
-	Koweït	5.5	5.8	8.1	2.7	113.9	39953	6.6
9	Jordanie	5.0	5.5	6.1	5.7	16.3	2748	0.9
-	Maroc	5.0	6.5	4.4	30.4	73.7	2326	4.8
-	Tunisie	5.0	5.5	4.8	10.3	34.7	3558	1.9
12	Algérie	4.5	4.9	5.0	33.0	131.9	3895	6.5
13	Arabie Saoudite	4.0	4.8	4.1	24.0	384.4	15542	18.5
-	Iran	4.0	5.8	5.7	69.0	222.9	3000	12.9
-	Syrie	4.0	4.0	4.6	19.0	36.2	1815	1.4
ENTRE 2 ET 3.9% DE CROISSANCE								
16	Turquie	3.8	4.2	5.2	73.0	485.0	6477	20.4
17	Liban	3.5	3.0	1.7	4.4	23.4	5715	0.7
18	Chypre	3.0	3.4	3.2	0.8	21.1	27271	0.7

NON COMMUNIQUE								
	Irak	NC	NC	-4.0	25.7	47.0	1647	NC
	Terr.palestiniens	NC	NC	-1.5	3.6	3.8	966	NC
	ZONE	4.6	5.4		420.3	2301.7	5477	124.4

Les systèmes financiers des pays arabes en général et de la région MENA en particulier (évidemment, à l'exception de quelques rares pays très intégrés au sein du marché financier mondial avec le pétrodollar, comme le Kuweit et l'Arabie Saoudite) n'ont pas été exposés directement à la crise financière en raison de leur intégration plus ou moins limitée pour ne pas dire très limitée : Tunisie, Algérie, Libye, dans les institutions financières mondiales. Cependant, les effets sur l'économie réelle de la grande récession subie par les pays occidentaux se sont fortement sentis dans de nombreux pays de la région. Plusieurs canaux qu'on pourra qualifier « d'indirects » sont à l'origine d'un phénomène de contagion dont principalement :

1/ La chute de la demande mondiale de matières premières et de produits de consommation (textiles, produits informatiques, mécaniques et électricité...). Selon des études, le commerce international a chuté de 10% durant cette année, suivi d'un effondrement des flux de capitaux du secteur privé qui atteindront 363 milliards seulement contre 707 milliards de dollars en 2008.

2/ La chute du tourisme qui est impliquée par la récession apparue dans les pays occidentaux et les vagues de chômage qui en est résultées.

3/ L'effondrement des prix de quelques produits exportables par les pays arabes : à leur tête le pétrole, le textile, le phosphate, le coton...

4/ La baisse des transferts financiers des migrants qui constituent pour quelques pays, un moteur principal de la croissance (quatrième ressource de devises pour le cas de la Tunisie après le textile, les industries mécaniques et électriques et le tourisme et troisième pour le Maroc). De même, la raréfaction des IDE et de l'aide au développement, deux sources principales pour l'équilibre financier et commercial de plusieurs pays, s'est fortement ressentie en menaçant leur processus de développement.

Ainsi, les effets surtout de la crise de l'économie réelle dans les pays développés qui étaient à l'origine du marasme tant économique que social des pays de la région MENA. C'est cela qui explique en partie la faible réduction, par rapport à ceux des PD, du taux de croissance enregistré durant cette année. Selon des estimation, ce taux sera de 3,3% contre 5,5% réalisés en 2008, ce qui n'est pas très catastrophique à

comparer avec la majorité des autres régions du Sud comme, notamment l'Asie centrale ou l'Europe de l'Est ou encore l'Asie orientale et le Pacifique.

Si le Qatar et le Yémen ont connu un taux de croissance accru en raison de leur importante capacité de production de gaz naturel liquéfié (GNL), d'autres pays de la région, connus par leur grande intégration dans le marché mondial comme l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, ont ressenti davantage les effets de cette crise. La croissance trimestrielle de l'Egypte n'a enregistré que 4,1% en décembre 2008 contre 7,7% en 2007 et la création d'emplois a chuté de 30% aggravant par là le taux de chômage.

Les cours du pétrole ont cédé plus de 40%, passant de presque 150 dollars à environ 80 dollars le baril. Si l'on ajoute à cela la crise des marchés boursiers, où est investi tant d'argent arabe, il est clair que les revenus – courants et investis – sont en forte baisse. Cela devrait mettre un frein à l'une des tendances les plus prometteuses que la région ait connue depuis les trente dernières années : l'afflux de jeunes Arabes instruits, hommes et femme, attirés par des emplois dans les économies pétrolières. Parallèlement, il faut s'attendre à un ralentissement des investissements régionaux et étrangers et donc à une baisse de la création d'emplois. Si, au contraire, le prix du pétrole devait repartir à la hausse, la vie serait encore plus dure pour la plupart des gens de la région, en raison de l'inflation généralisée qui s'ensuivrait. Ainsi, le Moyen-Orient est dans une situation vulnérable et peu enviable. Que les cours du pétrole augmentent ou qu'ils diminuent, la plus grande partie de sa population souffrira.

Ce problème est le résultat de décennies d'une mauvaise gestion économique camouflée par les recettes pétrolières et par la fièvre de la mondialisation. Avec le récent éclatement de la bulle financière, il a bien fallu rendre à l'évidence : le monde arabe ne fait pas que subir les conséquences de la crise mondiale, il est aussi pénalisé par la faiblesse de ses économies.

Les pays de la région seront touchés à des degrés divers par des phénomènes tels que la baisse des envois d'argent des émigrés, la stagnation de l'aide étrangère, l'aggravation du chômage, le fléchissement du commerce et du tourisme. tel sera le prix à payer pour avoir développé des économies fondées

sur les revenus pétroliers, sur l'aide étrangère, sur les investissements immobiliers et sur des échanges commerciaux tournés vers l'importation en l'absence de production locale. Cela pourrait aussi être l'occasion pour tous les pays arabes – qu'ils soient exportateurs ou importateurs de pétrole – de tirer les leçons de cette crise et de comprendre qu'ils ont tout intérêt à développer leur secteur productif par des participations croisées dans l'industrie, l'agriculture, les technologies de l'information et l'éducation ; au lieu de se laisser happer par les marchés financiers mondiaux, qui nous entraînent aujourd'hui dans leur minikrach. Il s'agit d'un problème de gestion économique, mais, plus profondément, c'est un échec politique. Comme par hasard, ceux qui représentent les principaux mouvements au Moyen-Orient – islamistes, tribalistes, populistes, nationalistes vieillissants, milices et autres – n'ont aucune solution à proposer. Mais nous sommes peut-être à l'aube d'un changement historique, où des leaders honnêtes auront le courage de dire la vérité aux Arabes sur leurs échecs et proposeront une voie plus rationnelle vers le renouveau.

2.3 Impact de la crise sur les pays du Maghreb :

2.3.1 L'impact de la crise sur l'Algérie :

La Banque Mondiale rejoint le constat positif élaboré récemment par le Fonds monétaire international (FMI) sur les tendances macro-économiques et financières du pays. Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales (Global economic survey), le FMI prévoit des perspectives favorables pour l'économie algérienne notamment dans les agrégats macro-économiques relatifs à la croissance économique, à l'inflation et à la balance des paiements. Il relève l'accélération de la croissance hors hydrocarbures, la réduction du chômage et la quasi-élimination de l'endettement extérieur, mais tout en soulignant la nécessité de la diversification de l'économie algérienne, «encore très dépendante du secteur des hydrocarbures».

Si l'impact direct de la crise financière est restreint dans la plupart des pays de la région Maghreb et Moyen-Orient, notamment l'Algérie, en raison de leurs liens limités avec le système financier mondial, l'impact sur l'activité réelle

est bien là. L'économie nationale risque en effet de pâtir du ralentissement de l'économie mondiale. L'impact indirect sur la région se manifeste déjà par la baisse des exportations hydrocarbures, la réduction des envois de fonds et la baisse des investissements directs étrangers.

Si la récession sera plus longue, il y a risque de contagion. A court terme, l'on s'attend à ce qu'il y ait des effets négatifs. Premier indice, selon *Amor Tahari*, directeur adjoint du Fonds monétaire international (FMI) pour la région *MENA*, la disparition des excédents budgétaires dans les pays producteurs de pétrole de la région comme c'est le cas pour l'Algérie même si cette catégorie de pays a accumulé des réserves par le passé pourra continuer les dépenses les dépenses d'investissement.

L'impact de la crise financière sur l'Algérie, suscite encore des interrogations. Selon le discours officiel, on constate une ambiguïté par rapport à cette question, des fois rassurante, et des fois inquiétante. Par ailleurs, et selon l'expert international Abderrahmane Mebtoul⁵, le gouvernement algérien ne devrait pas prendre à la légère la profondeur de cette crise, qui est structurelle et non conjoncturelle.

L'Algérie devrait parvenir à limiter l'impact de la crise économique mondiale, c'est en tout cas ce qu'estime la Banque Mondiale. Pour l'institution, l'Algérie dispose d'un avantage de taille avec ses importantes réserves de change.

2.3.2 L'impact de la crise sur le Maroc

Le Maroc a été épargné par la crise financière internationale au moment où plusieurs pays sont entrés en profonde récession.

Le Maroc a un secteur financier solide, avec des banques et des assurances qui n'ont pas été touchées par la crise financière internationale, alors que les bourses mondiales ont été durement frappées par cette crise", soulignant que la situation financière et économique du Royaume est "saine et enviable. Dans ce cadre, Maroc a été cité par l'hebdomadaire britannique, "The Sunday Times", parmi sept pays qui ont

⁵ Docteur Abderrahmane MEBTOUL Expert international Professeur des Universités en sciences économiques (Algérie) ;

pu réaliser des résultats financiers positifs durant les 12 derniers mois en ce temps d'agitations économiques mondiales. Se basant sur des chiffres du MSCI World1, principal indice boursier couvrant le monde entier, l'hebdomadaire britannique indique que la Bourse de Casablanca a enregistré durant cette période un taux de croissance de 2%.

Revenant sur la bonne performance des marchés marocain et tunisien, le "Sunday Times" cite parmi les raisons de leur croissance la hausse des flux d'investissement, notamment en provenance de la région du Golfe. Ces pays, ajoute la même source, sont parmi les rares pays qui ont pu réaliser "des résultats décents" dans une période de crise des marchés des crédits hypothécaires qui n'a pas épargné même les nouveaux géants comme le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Rappelant la chute des valeurs boursières dans plusieurs pays en Afrique dont le Nigeria et le Kenya, le Sunday Times souligne que le Maroc et la Tunisie représente "l'exception" sur le continent africain.

Comme pour tous les autres chocs financiers, la place casablancaise est restée à l'écart de la crise internationale de subprime. « Heureusement », se félicite le DG de Maghreb Titrisation. « Le marché marocain n'est pour le moment pas sensible à de tels chocs ».

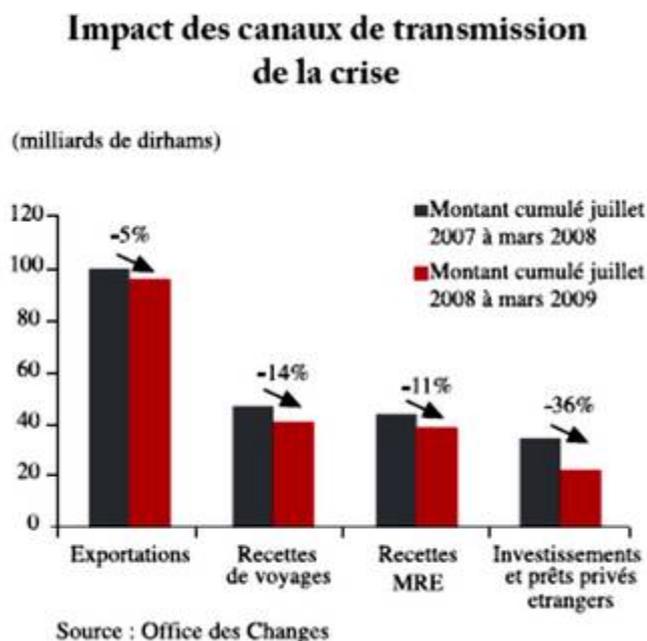
- Le secteur du Tourisme:

✓ L'impact de la crise sur le secteur du tourisme :

Le secteur touristique n'échappe pas à ce mouvement général, les nuitées globales ont baissé près de 2.3% en 2008.

Selon les professionnels, outre la crise évidente, le secteur ne fait pas exception et souffre aussi d'un déficit de communication et absence d'une stratégie claire.

Graphique n°4 : impact des canaux de transmission de la crise



✓ ***L'impact de la crise sur les Transferts des MRE :***

la crise financière mondiale aura des répercussions sur le Maroc, notamment sur les transferts d'argent des MRE qui est l'un des tout premiers indices de cette crise sur l'économie marocaine, ces transferts se sont élevés en 2008 à 53,65 milliards de DH, en baisse de 2,4% par rapport au niveau enregistré en 2007.

Les premiers indices commencent à apparaître l'impact de l'actuelle crise financière internationale sur l'économie marocaine, la baisse des transferts d'argent des MRE sera l'un des tout premiers indices de cette crise sur l'économie marocaine, selon l'office des changes qui vient de publier sa note mensuelle des indicateurs de commerce international du royaume, ces transferts se sont élevés en 2008 à 53,65 milliards de DH, en baisse de 2,4% par rapport au niveau enregistré en 2007. Une baisse assez faible mais qui risque d'augmenter considérablement dans les mois à venir, puisque selon plusieurs observateurs syndicalistes européens, les premiers salariés à être remercié lors d'un processus de réduction de masse salarial dans les entreprises européennes c'est des immigrés.

L'évolution conjoncturelle défavorable des transferts des MRE et des recettes touristiques, observée depuis le troisième trimestre 2008, ne permettrait

pas d'atténuer l'impact du déficit commercial sur la balance courante, comme ce fut le cas pour les années antérieures.

En effet, les recettes MRE et les recettes voyages ont affiché, à fin mai 2009, un recul respectif de 13,8% et 16,6%, en variations annuelles. S'agissant des recettes des investissements directs étrangers, elles ont enregistré un repli de 25% au terme de la même période. Ainsi, les avoirs extérieurs nets, chiffrés à 194,1 milliards de dirhams, en recul de 7,2% par rapport à fin mai 2008, permettent la couverture de près de sept mois d'importations de marchandises, contre huit mois un an auparavant. Le recul des transferts d'argent faits par les immigrés s'est fait ressentir avec plus d'acuité durant le dernier trimestre de 2008 avec une chute de 20%. La crise a rogné dans la capacité des émigrés à envoyer des devises dans leur pays d'origine.

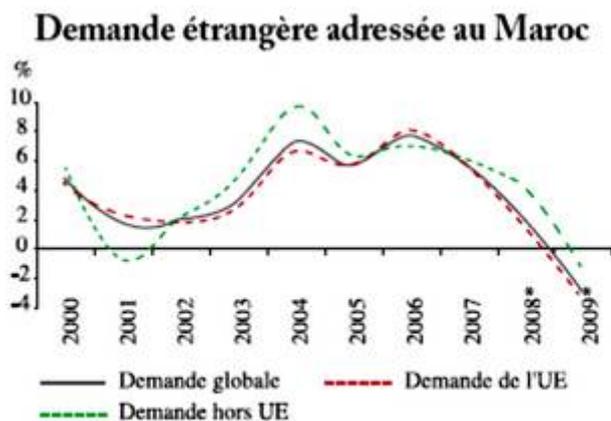
Les transferts d'argent constituent notamment une source significative d'investissement dans l'immobilier et contribuent à l'accumulation de réserves de change et à la stabilité de la monnaie.

✓ **Les effets sur la croissance :**

- L'économie marocaine subit les effets de la récession de l'activité économique dans les pays de la zone euro qui s'élève à 4.8% selon les prévisions du FMI ;
- L'impact sur l'économie marocaine s'est reflété sur les activités non agricoles, où le taux de croissance devrait se situer à 3.2% au 2009, ce taux s'élevait à 5% en moyenne durant les 5 dernières années. (Parmi les amortisseurs de la crise, figure en 1^{er} lieu la bonne compagne agricole).
- L'économie marocaine devrait afficher une croissance soutenue de l'ordre de 5.7%, dû aux bons résultats du secteur agricole.
- Le recul du niveau des transferts des MRE.
- La baisse tendancielle des IDE durant l'année 2008.
- La perte d'emploi constatée dans un certain nombre de secteurs exportateurs.

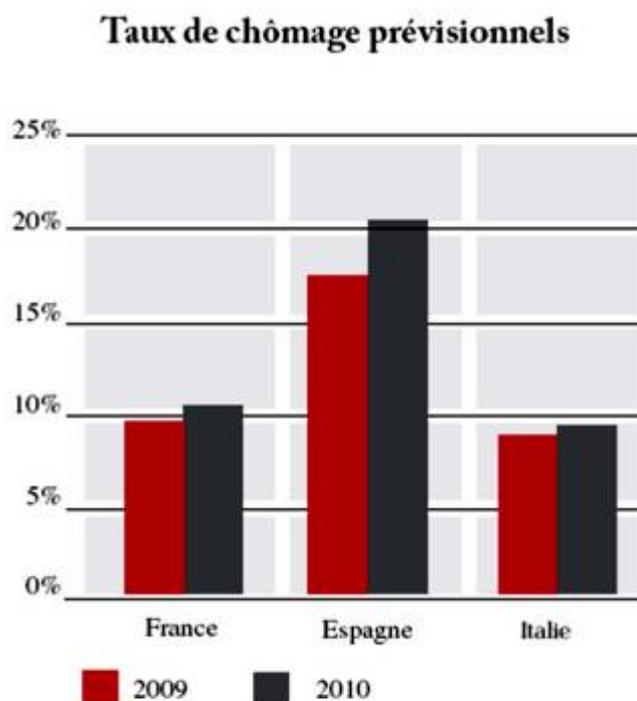
- Le déficit de la balance commerciale se creuse de plus en plus, cela est dû essentiellement à la baisse de la demande étrangère adressée au Maroc.

Graphique n° 5 : Demande étrangère adressée au Maroc



Source : Ministère de l'Economie et des Finances

Graphique n° 6 : Taux de chômage prévisionnels



Source : Commission Européenne (2009)

✓ **Les effets de la crise sur le secteur bancaire :**

L'impact de la crise financière sur le système bancaire est limité, car :

- Les banques marocaines ne détiennent pas de créances hypothécaires,
- Les avoirs des banques marocaines à l'étranger restent modestes.
- La participation des investisseurs financiers étrangers dans la BVC demeure très limitée.

✓ **L'impact de la crise sur l'industrie du textile :**

- le secteur textile habillement, secteur clé de l'industrie nationale, a perdu près de 50.000 emplois en 2008 (enquête du ministère d'emploi).
- La masse salariale du secteur a chuté de 15.5%.
- Selon l'AMITH, on a assisté à « une baisse inhabituelle de l'activité et de visibilité ».

✓ ***L'impact de la crise sur l'industrie automobile au Maroc :***

- La production destinée à l'exportation n'échappe pas à la crise financière mondiale.
- Réduction du temps de travail des employés du secteur, et de la masse salariale.
- La sous-traitance a été touchée aussi par la récession, la perte d'emploi....

2.3.3 L'impact de la crise sur la Tunisie

Selon certains analystes, comme le marché financier tunisien n'est pas au même niveau que ceux des Américains, des Européens et des Asiatiques, nos entreprises ne peuvent pas subir de chocs et les établissements financiers et les banques ne seront pas touchés. En ce qui concerne les retombées de la crise financière sur l'investissement, il y a lieu de remarquer que les banques tunisiennes sont peu tournées vers le marché financier international et disposent de peu d'actifs à l'étranger. Elles ne sont pas directement concernées par la crise des crédits et des « subprimes ».

Les institutions financières tunisiennes n'utilisent pas de façon massive les techniques qui ont été à l'origine de la crise et du décalage entre la sphère réelle et la sphère financière à l'instar des produits de titrisation structurés. La Tunisie n'a aucun placement auprès des établissements tombés en faillite, en raison de leur précarité, de leur position vis-à-vis de la crise des « subprimes ».

Il importe de souligner, par ailleurs, que les investissements américains en Tunisie et les échanges commerciaux entre les deux pays restent très faibles.

Enfin, en ce qui concerne la Bourse de Tunis, il y a lieu de noter que la part des étrangers dans la capitalisation boursière, évaluée à seulement 25%, est détenue par des actionnaires de référence et non par des investisseurs financiers, ce qui lui confère une certaine stabilité et la met à l'abri des risques de contagion.

A tous ces facteurs, il faut ajouter que le dispositif financier du crédit immobilier jouit d'une solidité reconnue, étant donné que la majorité des Tunisiens sont propriétaires de leurs logements et que l'acquisition d'un logement peut se faire au moyen d'une épargne à moyen ou à long terme.

Dans ce même ordre d'idées, il importe de souligner la gestion rigoureuse du système financier par l'Etat. Au niveau de la gestion des réserves en devises du pays, les autorités bancaires ont déjà décidé de ne pas programmer de sortie sur les marchés financiers internationaux en 2008 et en 2009. L'objectif est d'orienter les placements en devises de la Banque Centrale de Tunisie vers les instruments d'investissement les plus sûrs, à savoir les bons et obligations du Trésor en euros et accessoirement en dollars émis par les principaux pays industrialisés disposant d'une notation financière AAA.

On peut estimer, en effet, que plus l'économie croît plus une administration publique, active et pragmatique a un rôle crucial à jouer, avec notamment des investissements publics dans les infrastructures, l'éducation et la santé, ainsi que contre l'insécurité économique. C'est là qu'il faut saisir toute la dimension humaniste du choix politique consistant à allouer près de 80% du budget de l'Etat à l'éducation, à la santé, à l'habitat, à l'alimentation, à la sécurité sociale, à la formation professionnelle, à

l'emploi et à l'animation culturelle. La Tunisie est, en effet, un pays où 80% de la population fait partie de la classe moyenne, 99% des enfants sont scolarisés, où le taux de pauvreté est réduit à moins de 3,8%, où les augmentations salariales ont été maintenues tout au long des deux dernières décennies et où la croissance économique dépasse les 5% pendant la décennie.

La Tunisie connaît depuis le début de l'année 2008 une situation de surliquidité. Les banques continuent à s'échanger des liquidités couramment. Les cours boursiers n'ont pas évolué à des niveaux excessifs les exposant aux risques d'un krach.

La Société Générale et BNP touchés par la crise, ont des filiales en Tunisie : l'UIB et l'UBCI. Nos échanges se font à 80% avec l'Europe, le rythme de croissance de l'économie tunisienne risque de ralentir surtout que notre schéma de croissance est soutenu par les exportations vers l'UE. Concernant les IDE : il y a le risque de voir des entreprises qui avaient l'intention de venir s'installer en Tunisie décaler leurs investissements ailleurs. Les principales Bourses dans les pays du Golfe ont été affectées par une chute des principales compagnies immobilières soit une perte d'environ 200 milliards de \$. Les nouveaux projets, notamment Sama Dubai, risquent d'être touché et par conséquent de grand projet en Tunisie risque d'être interrompu. Le textile ou les phosphates pourraient se retrouver de nouveau en crise, suite à la diminution des commandes en provenance de l'étranger.

Le secteur du tourisme

En ce qui concerne le secteur du tourisme : les touristes européens, confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat pourraient décaler leurs vacances en Tunisie. Néanmoins, comme le démontre le rapport mondial sur la compétitivité 2008-2009 du Forum de Davos :

- Compétitivité : La Tunisie est classée 1^{ère} au Maghreb et en Afrique
- Priorité accordée aux TIC : La Tunisie est classée 8^{ème}
- Environnement des affaires : La Tunisie est classée 2^{ème} en Afrique, 3^{ème} dans le monde arabe et 40^{ème} au niveau mondial.

➔ Le secteur touristique pourrait tirer profit de cette récession : les clients européens devenant plus regardants à leurs dépenses, pourraient se rabattre sur les destinations « low cost » comme la Tunisie.

le secteur du tourisme en Tunisie s'il n'est pas touché il est en stagnation en terme d'entrées des non-résidents, (voir tableau N° 03) ainsi que le nombre de nuitées est quasiment le même entre l'année 2008 et 2007 malgré les efforts et les plans de soutien et de promotion touristique.

Tableau N° 03 : Entrées mensuelles des non-résidents

	2005	2006	2007	2008	2009
<i>JANV</i>	299.0	287.9	307.5	306.5	314.5
<i>FEV</i>	312.9	31.0	314.4	334.6	344.1
<i>MARS</i>	416.1	387.1	414.7	515.1	432.9
<i>AVRIL</i>	476.9	565.8	552.3	598.8	562.3
<i>MAI</i>	554.8	540.3	670.1	734.5	594.2
<i>JUIN</i>	641.8	636.5	910.1	960.6	718.5
<i>JUIL</i>	841.8	866.2	1056.3	1094.4	
<i>AOUT</i>	948.8	1025.1	706.1	634.7	
<i>SEPTEMBRE</i>	676.4	714.5	604.5	649.5	
<i>OCTOBRE</i>	520.8	578.0	347.3	376.6	
<i>NOUVOMBRE</i>	333.7	333.0	332.0	384.0	
<i>DECEMBRE</i>	355.5	314.0			
TOTAL	6378.5	6549.4	6757.5	7041	2966.5

Source : INS Tunisie.

Tableau N° 04 : Nuitées touristiques mensuelles des non-résidents par nationalité

TOTAL	2007												
	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUIN	JUI	AOT	SEP	OCT	NOV	DEC	TOT
	948.8	1118.6	1821.3	2474.0	2722.3	3897.3	5271.1	5990.9	4358.8	3415.0	1514.8	962.8	34495.7

TOTAL	2008												
	JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUI	AOT	SEP	OCT	NOV	DEC	TOT
	1035.7	1180.9	1717.9	2165.7	3072.6	4126.7	5387.5	5959.1	4456.6	3445.9	1461.5	932.8	34942.9